

DENIS CHAILLOU

*Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Des Commissaires aux Comptes de Paris*

*32 Avenue Jean Jaurès
91560 CROSNE*

GE PSL FRANCILIEN

15, RUE RAMEY
MAISON DE LA VIE ASSOCIATIVE 18E
75018 PARIS

=====

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

**SUR LES COMPTES ANNUELS
DE L'EXERCICE CLOS**

LE 31 DECEMBRE 2024

=====

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS
(Exercice clos le 31 décembre 2024)

Mesdames,
Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Groupement d'Employeurs Profession Sport et Loisirs Francilien relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'administration de l'association.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01 janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Comité Directeur et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :


- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Crosne, le 01 juillet 2025
Le Commissaire aux Comptes



Denis CHAILLOU

COMPTES ANNUELS



GROUPEMENT D'EMPLOYEURS
PROFESSION SPORT ET LOISIRS FRANCILIEN
15 passage Ramey, MVAC 18ème
75018 PARIS

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Bilan comptable

BILAN COMPTABLE

Actif

Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, mat. et outillage indus.				
Autres immobilisations corporelles	7 697	6 883	814	469
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	61		61	61
Prêts				1 333
Autres immobilisations financières				
Total I	7 758	6 883	875	1 864
Stocks et en-cours				
Stock et en-cours				
Créances				
Créances reçues par legs ou donations				
Créances clts., adhér., usagers et cpt. Rattachés	505 356	5 744	499 613	370 909
Autres créances	229 305		229 305	325 661
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	986 200		986 200	1 075 303
Charges constatées d'avance	3 362		3 362	2 182
Total II	1 724 222	5 744	1 718 478	1 774 055
Frais d'émission des emprunts III				
Primes de remboursement des obligations IV				
Ecart de conversion (actif) V				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	1 731 980	12 626	1 719 354	1 775 919
Rubriques	Montant brut		Montant net N	
Engagements reçus				
Legs nets à réaliser :				
Acceptés par les organismes stat. compétents ;				
Autorisés par l'organisme de tutelle ;				
Dons en nature restant à vendre.				

Passif

Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise statutaires		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	48 137	48 137
Réserves pour projet de l'entité	855 829	904 736
Autre		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	(8 312)	(48 907)
Situation nette (sous total)	895 654	903 966
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	895 654	903 966
Fonds dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donation		
Fonds dédiés		
Total II		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	102 050	111 781
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	288 950	341 021
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	264 922	241 626
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	6 195	6 716
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	161 583	170 809
Total IV	823 700	871 953
Ecart de conversion (passif) (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	1 719 354	1 775 919

Compte de résultat

COMPTE DE RÉSULTAT

Produits

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Cotisations	4 640	4 660
Ventes de biens et services		
Vente de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	2 245 737	2 319 253
dont parrainages		
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	148 047	163 631
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	(1 129)	31 623
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	61	22
Total (I)	2 397 355	2 519 189
Participations		
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	22 768	2 339
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)	22 768	2 339
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		7 453
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total (III)		7 453
Total des produits (I+II+III)	2 420 123	2 528 981
Solde débiteur = Déficit	8 312	48 906
Total général	2 428 435	2 577 887

Charges

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Achats de marchandises	71	83
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	359 032	423 413
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	72 440	79 651
Salaires et traitements	1 550 489	1 624 277
Charges sociales	444 478	437 093
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	479	195
Dotations aux provisions		10 303
Report en fonds dédiés		
Autres charges	1 370	2 871
Total (I)	2 428 359	2 577 887
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	76	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total (III)	76	
Participation des salariés aux résultats (IV)		
Impôts sur les bénéfices (V)		1
Total des charges (I+II+III)	2 428 435	2 577 887
Solde créditeur = Excédent		
Total général	2 428 435	2 577 887

Rubriques	Rubriques	
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature	41 350	41 350
Bénévolat		20 967
MONTANT TOTAL DES RESSOURCES	41 350	62 317
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	41 350	41 350
Prestations en nature		
Personnel bénévole		20 967
MONTANT TOTAL DES EMPLOIS	41 350	62 317

ANNEXE

ANNEXE AU BILAN

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **1 719 354 euros**
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de **2 420 123 euros**
 - un total charges de **2 428 435 euros**
 - et dégage un résultat de **(8 312) euros**.

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2024**
- finit le **31/12/2024**
- et a une durée de **12 mois**.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 05 juin 2025.

PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION

Acteur de l'ESS et groupement d'employeurs, Profession Sport et Loisirs (PSL) est une association engagée **pour l'emploi et sa sécurisation dans le secteur non-marchand** (structures non-assujetties à la TVA telles que les associations, les collectivités territoriales et leurs établissements).

L'association accompagne quotidiennement les employeurs et les professionnels du secteur en leur apportant **des solutions RH adaptées** (gestion sociale, mise à disposition de personnels, mutualisation d'apprentis et fonctions support, formations et conseils) à la mise en oeuvre et au développement d'activités et services de qualité à la population.

En mutualisant les compétences auprès des acteurs du secteur et en salariant les intervenants, le Groupement d'employeurs, Profession Sport et Loisirs **propose des solutions d'emplois innovantes pour un secteur en pleine mutation.**

Sur le territoire francilien, prioritairement en QPV, l'association permet :

- Aux acteurs de l'ESS **de développer, de générer des emplois** et des services de qualité.
- Aux professionnels d'**exercer leurs métiers dans un cadre sécurisé** en leur permettant de bénéficier d'un réel statut social et de toute la protection s'y rapportant.
- Aux collectivités de **s'appuyer sur nos dispositifs pour développer** des actions auprès des associations et des quartiers génératrices d'emplois et de services d'intérêt général.

Les enjeux de la stratégie Ambitions 2024 :

1) PSL, l'employeur de l'ESS

- S'inscrire dans les projets du territoire
- Innover pour l'emploi et le développement associatif

2) Salariés et adhérents, ambassadeurs de PSL

- Développer leurs activités
- Impliquer nos adhérents et salariés

Pour atteindre ces enjeux d'ici 2024, les axes stratégiques suivants ont été retenus :

- **PSL, un dispositif à impact**
- **PSL, un service RH complet**
- **PSL, acteur de l'insertion par le sport**

PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

1. Principes généraux

L'exercice clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

Le bilan de l'exercice présente un total de 1 719 354 €.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total de produits de 2 420 123 € et un total de charges de 2 428 435 €, dégageant ainsi un résultat de (8 312) €.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence et de sincérité des comptes.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement n°2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement ANC n°2015-06 et par le règlement ANC n°2016-07, ainsi que du règlement n°2018-06 de l'ANC homologué par arrêté ministériel du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, selon les principes suivants :

- Continuité de l'exploitation.
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations et amortissements

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'accessoires) minoré des remises, rabais et escomptes obtenus.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation du bien :

Règles d'amortissement	Durées	Types d'amortissement
Matériels de bureau	2 à 3 ans	Linéaire
Matériels informatiques	2 à 3 ans	Linéaire

La dépréciation des immobilisations est évaluée par l'entité à chaque clôture, au moyen de test de dépréciation effectué dès qu'existe un indice de perte de valeur.

b) Créances et dettes

Les créances et les dettes sont comptabilisées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

c) Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

d) Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant comptabilisé relatif aux honoraires du commissaire aux comptes concerne uniquement la mission de certification des comptes. Il s'établit à 8 520 euros toutes taxes comprises.

e) Engagement de retraite

La convention collective prévoit des indemnités de fin de carrière (IFC). Il n'a pas été signé un accord particulier. Cependant, un engagement hors bilan a été valorisé en matière de pensions pour l'exercice 2024.

A la clôture de l'exercice, le montant de la "dette actuarielle" en matière d'indemnités de fin de carrière s'élève à 7 963 euros.

La dette actuarielle est déterminée à partir des paramètres généraux suivants :

- Continuité de l'exploitation.
- Année de calcul : 2024.
- Taux d'actualisation : 3.5%.
- Méthode de calcul : ANC 2021.
- Convention collective : Sport.
- Initiative du départ : Le départ intervient à l'initiative du salarié.
- Table de mortalité : INSEE 2020-2022 - données prov.

En ce qui concerne les paramètres des catégories, ont été retenus :

- Age de départ prévu (sauf dérogation individuelle) :
 - o 64 ans pour la catégorie du personnel cadre.
 - o 64 ans pour la catégorie du personnel non cadre.
- Progression de salaires :
 - o 2% constant pour la catégorie du personnel cadre.
 - o 2,25% constant pour la catégorie du personnel non cadre.
- Taux de rotation :
 - o Faible pour la catégorie du personnel cadre.
 - o Fort pour la catégorie du personnel non cadre.
- Taux de charges sociales patronales :
 - o 50% pour la catégorie du personnel cadre.
 - o 45% pour la catégorie du personnel non cadre.

La dette actuarielle ne fait l'objet ni d'une inscription au bilan, sous forme de provision, ni d'une externalisation auprès d'un organisme d'assurance.

f) Comptabilisation des cotisations

Les cotisations en produits sont comptabilisées à la date de l'appel de cotisation, soit au 31 janvier pour les adhérents déjà membres de l'association au 1er mois de l'exercice, soit à la date d'adhésion du nouvel adhérent si elle a lieu en cours d'année.

L'adhésion en cours d'année ne donne pas droit à une diminution du montant de la cotisation.

g) Détail des concours publics et subventions comptabilisés au titre de l'exercice

Il s'agit uniquement de subventions d'exploitation :

	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023	VARIATION
ANS	123 833,33	133 166,67	- 9333,34
VILLE DE PARIS - DJS	10 000,00	10 000,00	00,00
DRIETS IDF - BOP 103	00,00	6 250,00	- 6 250,00
POSTE FONJEP	14 214,00	14 214,00	00,00
TOTAUX	148 047,33	163 630,67	- 15 583,34

h) Contributions volontaires en nature

La valorisation des contributions volontaires en nature concerne uniquement l'occupation temporaire des locaux de notre centre de gestion situé à Paris 18. Dans le cadre de cette occupation temporaire, aucun loyer ne nous est appliqué par l'association de gestion de l'espace.

Seules les charges locatives liées à leur utilisation ont donc été comptabilisées en charges.

Il est rappelé que la valorisation des contributions volontaires en nature n'interfère en rien sur le résultat de l'exercice mais permet de rendre compte de l'activité réelle de l'association et de constater l'avantage accordé à l'association.

La base de calcul est la suivante :

Valorisation de 75m² de bureaux à hauteur de 450 € HT-HC/m²/an dans Paris 18 (moyenne donnée par deux sites spécialisés : <https://www.bureauxlocaux.com/prix-marche/bureaux/paris-18> et <https://www.leaseo.fr/infos-marche/75018/>) :

Soit 33 750 €

+ 6 750 € de TVA (notre association ne récupère pas la TVA)

+ 850 € de taxes (moyenne des taxes des locaux professionnels également situés à Paris 18)

Soit un montant 41 350 € enregistré dans le tableau intitulé « évaluation des contributions volontaires en nature » en pied de compte de résultat.

En l'absence d'outil d'évaluation des contributions volontaires en nature fiable, le temps des bénévoles de l'association n'est pas valorisé comptablement. À titre d'information, il est fait mention des contributions significatives et quantifiables mais non valorisables :

- les membres du Conseil d'administration se sont réunis 3 fois en 2024.
- le président gère et suit les affaires courantes lors d'une réunion bimensuelle avec la direction de l'association.
- le secrétaire général organise des rencontres, met en relation les salariés permanents de l'association avec des partenaires institutionnels et organise des temps conviviaux avec les salariés permanents de l'association 1 à 2 fois par an.
- le trésorier suit et contrôle la comptabilité de l'association.

i) Information sur les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés

Il est précisé qu'aucun cadre dirigeant de l'association tel que défini à l'article L.3111-2 du code du travail ne perçoit de rémunération ou d'avantage en nature.

IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Immobilisations

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Autres immobilisations corporelles	6 872,75	824,21		7 696,96
Immobilisations financières	1 394,36		1 333,36	61,00
TOTAL	8 267,11	824,21	1 333,36	7 757,96

Amortissements

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Autres immobilisations corporelles	6 403,59	478,95		6 882,54
TOTAL	6 403,59	478,95		6 882,54

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Provisions réglementées

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions/reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions/reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL				

Provisions pour dépréciation

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions/reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	13 079		7 336	5 744
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL	13 079		7 336	5 744
TOTAL GÉNÉRAL	13 079		7 336	5 744

ETAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DETTES

Etat des créances

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Total de l'actif immobilisé			
Clients douteux ou litigieux	5 744	5 744	
Autres créances clients	499 613	499 613	
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	10 834	10 834	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat – Impôts sur les bénéfices	10 878	10 878	
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés	17 613	17 613	
Etat – Divers	107 000	107 000	
Groupes et associés			
Débiteurs divers	82 980	82 980	
Total de l'actif circulant	734 661	734 661	
Charges constatées d'avance	3 362	3 362	
TOTAL	738 023	738 023	

Etat des dettes

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des organismes de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	102 050	102 050		
Fournisseurs et comptes rattachés	288 950	288 950		
Personnel et comptes rattachés	127 370	127 370		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	111 207	111 207		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	26 345	26 345		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	6 195	6 195		
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	161 583	161 583		
TOTAL	823 700	823 700		

CHARGES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Rubriques	Charges	Produits
SCIC Plateau Urbain - FA MOUSSORGSKI-2023-12-008 (JANVIER 2025)	1 818	
COTISATION 2025 ASSURANCE MACIF MUTIRISQUES (3/12 ^E)	756	
ABONNEMENT 2025 RF PAYE (11/12 ^E)	212	
ABONNEMENT 2025 LOGICIEL EBP COMPTA PRO ET ETATS FINANCIERS (3/12 ^E)	535	
CONTRAT LA POSTE REEXPEDITION DU COURRIER	41	
EMPLOI ANS CONSOLIDATION MONT ROCHES 8/12 ^E)		5 667
EMPLOI ANS KRAMCZYNSKI (7.5/12 ^E)		7 500
EMPLOI ANS TEUAM KOAM 8/12 ^E)		8 000
EMPLOI ANS SHN LACOURT (9/11 ^E)		11 250
EMPLOI ANS SHN DEVILLARD (10/12 ^E)		6 000
EMPLOI ANS FORAS (9/12 ^E)		21 000
EMPLOI ANS LARPIN (8/12 ^E)		32 000
EMPLOI ANS SOCIOSPORTIF TALBOT (8/12 ^E)		56 667
AIDE EXCEPTIONNELLE APPRENTISSAGE		13 500
TOTAL	3 362	161 583

CHARGES À PAYER

Rubriques	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	279 021
Dettes fiscales et sociales	121 441
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	1 230
TOTAL	401 691

PRODUITS ET AVOIRS À RECEVOIR

Rubriques	Montant TTC
Immobilisations financières	
- Créances rattachées à des participations	
- Autres immobilisations financières	
Créances	
- Créances clients et comptes rattachés	
- Autres créances	6 284
<i>dont avoirs à recevoir</i>	
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
TOTAL	6 284

VARIATION DES FONDS PROPRES ASSOCIATIFS

Rubriques	Montant début exercice	Affectation du résultat	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	952 872	(48 907)			903 966
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	(48 907)	48 907		8 312	(8 312)
Situation nette	903 966			8 312	895 965
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	903 966			8 312	895 965